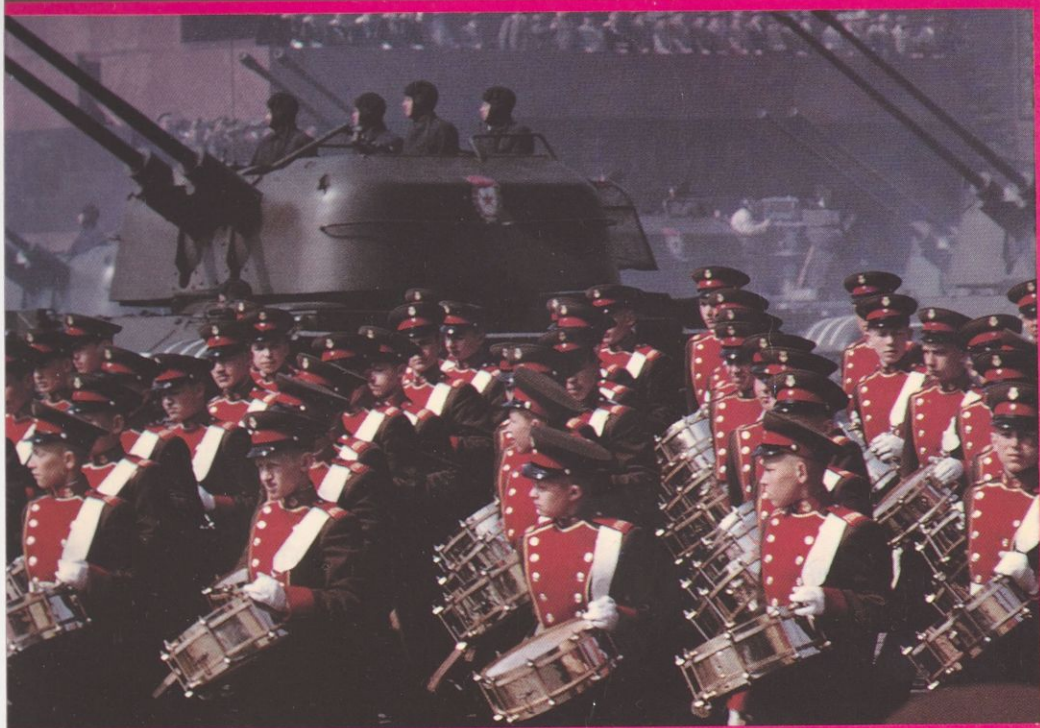


Jacques Sapir

LE SYSTEME MILITAIRE SOVIETIQUE



LA DECOUVERTE

Jacques Sapir

Aux Éditions La Découverte

Traduit et illustré en URSS, collection « Repères »,
nouvelle édition, 1987.

Chez d'autres éditeurs

Le système militaire

soviétique

cahiers libres

ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE

1, place Paul-Painlevé

Chaque volume, 100 pages, 10 francs
Paris (France), 100 pages, 10 francs
Marseille : Jean-Pierre Lévêque

Paris

1987

8° Z
35 050
(445)

DU MÊME AUTEUR

Aux Éditions La Découverte

Travail et travailleurs en URSS, collection « Repères »,
nouvelle édition, 1987.

Chez d'autres éditeurs

Pays de l'Est, vers la crise généralisée ?, Fédérop,
Lyon, 1980.

Couverture : Parade militaire à Moscou
Photo Glinn, agence Magnum
Maquette : Jean-Pierre Reissner

NI - 26-01-1988 - 01083

Jacques Sapir

Aux Éditions La Découverte

Traité de géographie de l'URSS, collection « Repères »,
nouvelle édition, 1987.

Chez d'autres éditeurs

Le système militaire
soviétique



Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit d'envoyer
vos nom et adresse aux Éditions La Découverte, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris. Vous
recevrez gratuitement notre bulletin trimestriel **A La Découverte**.

© Éditions La Découverte, Paris, 1987
ISBN 2-7071-1730-7

Introduction

Les années quatre-vingt ont été marquées par l'effet Kaboul ; l'invasion de l'Afghānistān a brutalement modifié la perception de l'Union soviétique, phénomène particulièrement sensible en France. La crise sociale polonaise, qui fit longtemps craindre une intervention et la répétition de la tragédie hongroise de 1956, puis la tension à propos des euromissiles ont accentué cette évolution.

La décennie qui s'annonce sera peut-être marquée par un effet Reykjavik. La personnalité du nouveau Premier secrétaire du PCUS, Mikhaïl Gorbatchev, y est pour beaucoup. Le temps des gérontes, des vieillards égrostants semble achevé : une nouvelle génération accède au pouvoir, et elle correspond si bien à l'image que nous nous faisons des dirigeants jeunes et dynamiques... Car le nouveau maître du Kremlin sait jouer de son image et de nos représentations. Il séduit nos dirigeants, utilise finement la télévision. Ses propositions sur le désarmement déconcertent. Serait-on à la veille d'une banalisation des relations Est-Ouest ?

La Révolution russe de 1917 s'éloigne, dans le temps comme dans les esprits. Il y aura bientôt la même distance entre elle et nous qu'entre les révolutionnaires de Février et d'Octobre et les mouvements de 1848. Quant à l'image de l'Union soviétique, elle s'est dégradée au point que la « patrie du socialisme » se résume aujourd'hui au goulag et à l'armée. N'est-on pas passé d'un excès à l'autre ?

Dans un ouvrage récent, l'historien américain Moshe Lewin stigmatisait durement la soviétologie française¹. Sans doute n'avons-nous pas volé ses critiques acerbes. En France, l'Union soviétique est souvent plus le prétexte à des effets idéologico-médiatiques qu'à une recherche sérieuse.

Le présent livre se veut une contribution à un mouvement de renaissance. L'URSS et les problèmes militaires sont trop impor-

tants pour être laissés à la littérature à l'estomac ; sur ces deux thèmes, un retour à la réalité s'impose. Entendons-nous bien, il serait enfantin de croire que les polémiques sont une pure affaire de méthode. Du même constat, des conclusions très différentes peuvent être tirées. Et le débat n'est pas seulement inévitable, il est nécessaire : c'est la condition du progrès de notre compréhension des phénomènes soviétiques. Mais, ce qui n'est plus possible, ou supportable, aujourd'hui, c'est d'avoir un débat coupé de l'étude du réel.

Deux exemples éclaireront ce propos. Prendre en compte l'existence du traumatisme de la collectivisation de 1929 à 1935, ainsi que des millions de morts de la famine qu'elle induisit, ne relève plus de l'opinion, mais de la simple honnêteté. A l'inverse, quand un auteur réputé, comme Cornelius Castoriadis, tente de déduire de la qualité des armes une théorie du système soviétique, et cela en ignorant les principales informations disponibles, ce n'est pas un brillant exercice intellectuel. Cet auteur, plus heureux en d'autres occasions, s'abuse et nous abuse. L'un des buts de ce livre est donc de fournir des informations aux lecteurs. Y compris à ceux qui ne partagent pas les conclusions de l'auteur.

Information...

Qui dit informations dit sources : ce problème est essentiel. Écartons d'emblée un mythe : l'information serait rare, presque inexistante et, qui plus est, détenue par des gens peu fréquentables, les « espions ». Il y a, sur ce sujet, toute une mythologie moderne entretenue notamment par les romans d'espionnage. Nous régalaons nos esprits profanes de ces mots qui, un instant, nous font croire que nous sommes initiés : on parle ainsi de « la Compagnie » (la CIA), du Cirque et de son mythique Control (les services secrets britanniques), ou encore de la « Piscine » (la DGSE).

La réalité est quelque peu différente. Prenons le cas de la CIA : cette Agence publie sur les sujets les plus divers des rapports sérieux et documentés qui peuvent être librement consultés. Ses responsables doivent régulièrement témoigner, sous serment, devant une commission du Congrès des États-Unis. Cela s'appelle un *hearing*, dont chacun pourra ensuite lire le compte rendu. Il existe même, en vente libre, un petit livre indiquant comment faire carrière dans les services secrets².

On peut considérer qu'existent quatre niveaux dans la documentation.

- Tout d'abord, les sources soviétiques officielles. Dans le domaine militaire, cela comprend les ouvrages publiés par les éditions du ministère de la Défense (*Voenizdat*), les mémoires et témoignages parus dans des maisons civiles (*Nauka*, *Mysl'*, *Molodaja Gvardija*, etc.) et, enfin, la presse. Pour cette dernière, il faut signaler en particulier le journal des forces armées, *L'Étoile rouge* (*Krasnaja Zvezda*), celui de l'administration politique (*Kommunist Vooružennyh Sil*), la revue d'histoire militaire (*Voenno-Istoričeskii Žurnal*), celle des marins (*Morskoï Sbornik*) et des aviateurs (*Avjacija i Kosmonotika*).

- Il y a, ensuite, les sources soviétiques non officielles, celles qui proviennent avant tout des émigrés. Elles prennent la forme de livres (en anglais le plus souvent), d'articles dans des revues comme *Survey* ou *Orbis*, ou de travaux universitaires. Une mention particulière doit être faite des publications de *Delphic Associates Inc.*, de Falls Church, qui sont de remarquables monographies³.

- Le troisième niveau est composé par la littérature occidentale spécialisée, principalement américaine : elle comporte notamment les rapports de la CIA, les *hearings*, les publications non secrètes du département de la Défense, celles de l'Office of Technology Assessment (OTA). On doit y ajouter des revues dites « professionnelles », comme la *Military Review* (US Army), les *US Navy Institute Proceedings* (abrégés en *Proceedings*), la *Naval War College Review*, et, en France, *Défense nationale* et *l'Armement*. Cette liste, d'ailleurs, est loin d'être exhaustive⁴.

- Enfin, on doit prendre en compte les publications « grand public », c'est-à-dire les livres et revues que l'on peut se procurer presque en bas de chez soi. Parmi les périodiques, il en est de remarquables comme la *Revue internationale de défense*, *Air et Cosmos*, la *Jane's Defence Weekly*, *Aviation Week and Space Technology*, ou *Heracles*. Pour les livres, il faut bien dire que le français est à la portion congrue⁵ et que l'essentiel de la documentation est en langue anglaise. Signalons tout d'abord l'inévitable *The Armed Forces of the USSR*, de H.F. et W.F. Scott⁶, auquel il faut ajouter le remarquable *The Soviet Union and The Arms Race*, de D. Holloway⁷. L'histoire et le fonctionnement des forces armées soviétiques sont particulièrement bien traités dans l'ouvrage classique de J. Erickson, *The Soviet High Command*⁸, ainsi que dans les travaux de T. Colton et R. Kolko-wicz, auxquels on peut ajouter ceux de Z. Brzezinski et de H. Gold-hamer⁹. Les mécanismes de la prise de décision et les inter-actions

entre les différents groupes de pression ont été longuement étudiés. Citons les ouvrages publiés par D. Leebaert, Jiri Valenta et W. Potter, V. Aspaturian, H. Dinerstein ou R. Garthoff, pour n'en retenir que quelques-uns...¹⁰.

Il existe donc des centaines de sources permettant de se livrer aux regroupements et corrélations nécessaires. Il ne faut pas, toutefois, passer d'un extrême à l'autre, car il arrive toujours un moment où la documentation se raréfie. Mais pour qui lit le russe et l'anglais, il faudra des mois, si ce n'est plus, pour en arriver là. Parler de richesse ou de pauvreté d'une documentation n'a en effet de sens qu'en la rapportant aux moyens accordés au dépouillement. En ce qui concerne la France, on peut dire que moins de 10 % des sources disponibles sont réellement utilisées : loin d'être insuffisant, le volume de la documentation disponible dépasse très largement les capacités des quelques chercheurs spécialisés.

Cette situation nous ramène au propos initial. Ce n'est sans doute pas un hasard si la recherche sur l'URSS est, en France, à la traîne. Sans même parler des États-Unis, la situation est mauvaise en comparaison de ce qui se fait en Grande-Bretagne ou en République fédérale d'Allemagne¹¹. Il y a à cela plusieurs raisons.

La première, évidente, tient à la suridéologisation du débat sur l'Union soviétique, largement déterminée par le poids politique qui fut longtemps celui du parti communiste français : la soviétologie était, avant tout, une arme politique, dans un sens ou dans l'autre. Tendance encore accentuée par le rôle prépondérant des ex-communistes dans la soviétologie française : il n'est pas excessif de parler, à propos de beaucoup d'entre eux, de stalinisme inversé. En rompant avec le Parti, de nombreux intellectuels en ont conservé les méthodes tout en inversant les conclusions.

La deuxième raison tient à la pauvreté des moyens. L'enseignement du russe est moribond. Pour s'en convaincre, il n'est que de regarder le nombre de postes au CAPES et à l'agrégation. La recherche universitaire, en ce domaine en particulier, manque de crédits. Pour l'utilisateur de ce remarquable instrument qu'est la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) de Nanterre, c'est une tragédie.

La troisième raison de cette faiblesse est la méfiance, bien française, à l'égard de la recherche sur les questions stratégiques. Situation encore aggravée par la défiance réciproque dans laquelle se tiennent en général les universitaires et les utilisateurs potentiels de ces recherches.

Bien entendu, tout n'est pas noir dans ce tableau. Il y a eu de

grands chercheurs, comme Pierre Pascal, Henri Chambre, Basile Kerblay ou Charles Bettelheim. Mais il suffit de consulter la liste des thèses, et de comparer avec la Grande-Bretagne ou les États-Unis, pour mesurer le retard français¹². Le résultat se manifeste dans la production éditoriale récente : à côté d'essais d'anciens militaires, comme les généraux Copel et Leborgne (et qui ne sont pas, en tant que tels, des ouvrages sur l'URSS), on trouve avant tout une littérature idéologique. Seuls les livres d'Hélène Carrère d'Encausse sauvent la situation. Le public français est ainsi sous-informé. C'est la condition première à toutes les manœuvres de manipulation et de désinformation.

... et désinformation

Désinformation donc : ce terme à la mode nous vient d'un ouvrage écrit par deux spécialistes des questions de renseignement, R. Godson et R. Shultz¹³. Bien des éléments de ce livre se trouvaient déjà dans un document publié par le Congrès américain en 1982¹⁴. De quoi s'agit-il en fait ?

Pour la CIA, on appelle « désinformation » la transmission ou la confirmation d'informations fausses, incomplètes ou susceptibles d'induire en erreur, à des individus, des groupes ou des pays¹⁵. Godson et Shultz tendent, quant à eux, à élargir cette notion à celle de « guerre politique », incluant la diplomatie, la propagande et les moyens économiques¹⁶. Ces deux auteurs reconnaissent que toutes les grandes puissances ont, ou ont eu, recours à la désinformation. Mais la spécificité de la démarche soviétique tiendrait à la fois à ses ambitions, globales et à long terme, et à l'ampleur des moyens qu'elle y consacre. Aussi les Occidentaux seraient-ils particulièrement vulnérables. L'ensemble des erreurs qu'ils commettent proviendrait de la conjonction d'une propagande visible et d'influences discrètes. Elles provoqueraient une altération de la perception des dangers réels et un conditionnement des opinions publiques.

Pour qui travaille sur l'Union soviétique, le problème est sérieux et ne peut être esquivé. On connaît de nombreux exemples de manipulation de l'information par les Soviétiques. Dans le domaine militaire, ils ont fait croire qu'ils avaient développé, dans les années cinquante, une force de bombardiers stratégiques bien plus importante que celle qui existait. Politiquement, la campagne de l'*Appel de Stockholm*, à la fin des années quarante, relève de ce type de pratique. Il est certain que les Soviétiques sont particulièrement conscients

de la nécessité de cacher leurs projets à l'adversaire, voire de le tromper¹⁷. Mais cette attitude est-elle vraiment si extraordinaire? N'est-elle pas celle de tout gouvernement?

Quoi qu'il en soit, si la pratique de la désinformation pose un problème au chercheur, l'usage inconsidéré du terme en crée un autre, qui peut conduire à trois erreurs graves.

La première est de sous-estimer les causes endogènes des erreurs de jugement. Car ceux qui crient le plus à la désinformation ont souvent une vision tragiquement simpliste de l'information, qui serait en quelque sorte une vérité absolue, cachée ou manipulée par ceux qui ont intérêt à le faire. L'existence de conflits entre et au sein des groupes et institutions qui gèrent l'information, les contradictions qui peuvent surgir pour chaque individu entre ses fonctions, son éthique, son statut et son idéologie, suffisent amplement à expliquer les fautes ou les mauvaises interprétations dont l'histoire est remplie. La circulation de l'information et sa libre discussion sont les deux seuls antidotes possibles. Elles ne peuvent être la panacée.

Ensuite, on sous-estime la propre vulnérabilité de l'URSS à la désinformation, précisément à cause du secret qui y règne. Là encore, les cas sont nombreux où les dirigeants soviétiques se sont auto-intoxiqués.

Enfin, le discours sur la désinformation véhicule un jugement de valeur dangereux : l'opposition entre des sociétés de la vérité (les nôtres, bien entendu...), et celles du mensonge. Or, tout le monde

Reste un aspect bien réel du problème de la désinformation : c'est la nécessité de la critique des sources. De ce point de vue, la situation n'est pas différente de celle de l'historien. L'objectivité du fait, du document, est un mythe. La vérification, le recoupement sont le pain quotidien du chercheur. Le lecteur du présent ouvrage en verra quelques exemples, à propos de la doctrine militaire soviétique (au chapitre 4), ou des affirmations américaines sur les armes stratégiques et eurostratégiques (chapitre 6).

Le danger le plus grand que l'on puisse courir serait une mise sous surveillance de l'information, au nom justement de la lutte contre la désinformation. Mieux vaut le répéter cent fois : la sous-information est la mère de la désinformation ; et le secret, son père putatif. Rien n'aiderait plus les Soviétiques que l'alignement des pays occidentaux sur les pratiques coercitives qui règnent en ce domaine en URSS.

Ce livre se veut donc une contribution à la circulation de l'information dans un domaine clé. Il n'y a pas d'autre méthode pour résister aux manipulations soviétiques et américaines. Peut-être, après

tout, doit-on considérer que l'indépendance est un problème secondaire. Mais l'auteur persiste à croire qu'elle est la condition nécessaire, quoique insuffisante, de la liberté, de la démocratie et du progrès social. Ce parti pris a été un des facteurs déterminants qui l'ont poussé à écrire cet ouvrage.

Pour faciliter la lecture, celui-ci est organisé en quatre parties relativement autonomes. La première traite du rapport des forces Est-Ouest, avant tout sous l'angle conventionnel. La deuxième aborde le problème de la « menace soviétique » : on y tente de reformuler cette notion en dehors de toute théologie, voire démonologie. La troisième est consacrée aux mythes liés à l'appréciation de la technologie militaire soviétique : ils concernent avant tout les armements nucléaires, mais aussi l'Initiative de défense stratégique (IDS) américaine et la militarisation de l'espace. C'est l'endroit où l'on peut voir la technique servir d'excuse à une fuite hors du rationnel : sous l'apparence de la science domine le fantasme. Enfin, la quatrième partie tente une étude de la genèse, de l'organisation et du fonctionnement de l'appareil militaire soviétique.

I

L'équilibre des forces

Depuis le début des années quatre-vingt, l'une des idées les mieux admises est qu'il y aurait un déséquilibre des forces en faveur de l'Union soviétique. Ce déséquilibre porterait sur les forces militaires que nucléaires. On a pu parler de « bipolarité », d'« équilibre », ou de risque de « déséquilibre », de l'Europe. Enfin, le risque de guerre, souvent à tort et à travers.

La question du rapport des forces est complexe, d'une extrême difficulté. Pourtant, prenons-y garde, elle est devenue pour nous essentielle. Sans tout, elle est incroyablement complexe. Les grands sont les de facteurs, certains quantifiables, d'autres non, doivent être pris en considération. D'autant plus que le fait d'analyser à la longue provoque il suscite des fantasmagories partielles, qui le démontrent. C'est des raisonnements humains. Aussi, les données relatives à la guerre nucléaire, soit les analyses stratégiques, les chroniques, la « guerre des étoiles », ne seront pas traités ici. On les abordera dans la troisième partie, consacrée aux mythes et illusions de la « bipolarité ».

Pour évaluer l'équilibre, il faut d'abord se fixer une méthode. Quelle confiance peut-on accorder aux chiffres? Quels sont les éléments à prendre en compte? Quels de questions auxquelles on tentera d'apporter un début de réponse.

La complexité du problème vient, ensuite, de ce que les données ne sont pas strictement comparables. Il y a toujours un danger à succomber à l'effet de miroir : tel est le second problème. Comment estimer l'équivalence entre des capacités qui ne sont pas identiques? Hors la guerre, il n'y a pas d'exemple sûr.

Reste enfin l'aspect purement qualitatif. Les armes soviétiques sont-elles supérieures à celles américaines dans les pays occidentaux? Sur ce terrain, les affirmations péremptives sont nombreuses. Heureusement, il y a suffisamment d'informations, en ce domaine, pour que l'on puisse tenter d'y voir plus clair.

L'équilibre des forces

Depuis le début des années quatre-vingt, l'une des idées les mieux admises est qu'il y aurait un déséquilibre des forces en faveur de l'Union soviétique. Ce discours a porté tant sur les armes conventionnelles que nucléaires. On a ainsi parlé de « fenêtrage de vulnérabilité », d'infériorité, ou de risque de « finlandisation » de l'Europe. Bref, beaucoup de mots, souvent à tort et à travers.

La question du rapport des forces est importante, c'est l'évidence. Pourtant, prenons-y garde, elle ne résume pas tout le problème. Sur-tout, elle est effroyablement complexe. Un grand nombre de facteurs, certains quantifiables, d'autres non, doivent être pris en considération. D'autant plus que le fait nucléaire a sa logique propre. Il suscite des fantasmes très particuliers, qui le placent à l'écart des raisonnements normaux. Aussi, les éléments renvoyant à la guerre nucléaire, soit les missiles stratégiques, les euromissiles, la « guerre des étoiles », ne seront pas traités ici. On les abordera dans la troisième partie, consacrée aux mythes et illusions de la technologie.

Pour évaluer l'équilibre, il faut d'abord se fixer une méthode. Quelle confiance peut-on accorder aux chiffres ? Quels sont les éléments à prendre en compte ? Autant de questions auxquelles on tentera d'apporter un début de réponse.

La complexité du problème vient, ensuite, de ce que les arsenaux ne sont pas strictement comparables. Il y a toujours un danger à succomber à l'effet de miroir : tel est le second problème. Comment estimer l'équivalence entre des ensembles qui ne sont pas identiques ? Hors la guerre, il n'y a pas d'étalon sûr.

Reste enfin l'aspect purement qualitatif. Les armes soviétiques sont-elles supérieures à celles utilisées dans les pays occidentaux ? Sur ce terrain, les affirmations péremptoires sont nombreuses. Heureusement, il y a suffisamment d'informations, en ce domaine, pour que l'on puisse tenter d'y voir plus clair.

La délicate alchimie du rapport des forces

Comment évaluer le rapport des forces entre l'Est et l'Ouest ? Les réponses données sont, le plus souvent, comptables. On additionne les armes, construit des tableaux, compare les résultats. En règle générale, le résultat est assez effrayant : que pèsent, à titre d'exemple, les 20 314 chars de l'OTAN face aux 53 000 engins de l'Union soviétique ?

Il y a de quoi être inquiet. Mais peut-être pas tant en raison des chiffres eux-mêmes que de la manière dont ils ont été obtenus. Car le jeu avec les nombres n'est jamais neutre. Disraeli ne disait-il pas qu'il y avait trois formes de mensonge : le mensonge, le parjure et la statistique ?

Prendre ainsi le problème du rapport des forces est probablement la plus mauvaise manière de procéder. C'est oublier que la comptabilité ne donne jamais une image vraie, mais juste une image. C'est ignorer que le combat, s'il doit malheureusement avoir lieu, fait intervenir bien d'autres paramètres que les nombres. Enfin, c'est perdre de vue que le potentiel de défense ou d'agression d'une nation est loin, très loin, de se résumer à des stocks d'armes.

I. La comptabilité diabolique

La manipulation des quantités de moyens de destruction peut prendre rapidement un aspect diabolique. Elle nous fait évoluer dans un monde doublement irréel. Ce ne sont plus des armes, souvent terrifiantes, mais des numéros abstraits qui sont en cause. Ainsi les Soviétiques disposent de 308 missiles stratégiques nucléaires SS 18 : voilà

un nombre, prêt à être comparé avec un autre nombre. Mais sous cette apparence innocente, il y a trois cent huit fois dix armes nucléaires qui sont chacune cinquante à cent fois plus puissantes que celles qui ravagèrent Hiroshima et Nagasaki.

A cette irréalité s'en ajoute une autre. Que doit-on comparer avec quoi? En termes plus savants, quelles garanties avons-nous sur l'homogénéité des catégories utilisées pour construire cette comptabilité? C'est un problème majeur. Nous allons le voir à propos des forces conventionnelles.

L'un des rapports de forces qui semble le plus inquiétant est bien celui qui concerne l'Europe. Les chiffres considérés comme les plus fiables en la matière sont ceux fournis par l'Institut international d'études stratégiques de Londres, plus connu par ses initiales anglaises, l'IISS.

Les chercheurs de cet institut ont voulu comparer sous une forme synthétique les forces de l'OTAN (en y incluant les forces françaises), et celles de l'URSS et du pacte de Varsovie. Deux hypothèses étaient nécessaires pour construire un tel tableau. D'une part, pouvoir estimer quelles sont les troupes soviétiques affectées à l'Europe et, d'autre part, considérer que les unités américaines déployées aux États-Unis, mais destinées à la défense de l'Europe, pourraient y parvenir au moment opportun. Compte tenu des distances en Union soviétique, supposer qu'une division blindée stationnée en Asie centrale n'est pas affectée au théâtre européen ne semble pas absurde. De même, en fonction des exercices réguliers de transfert de troupes de l'Amérique vers notre continent, les manœuvres *Reforger*, la seconde hypothèse n'apparaît pas héroïque. Cependant, nous voyons déjà que la fameuse objectivité des chiffres repose sur des constructions qui sont probables, mais non certaines.

Venons-en aux nombres. Le rapport des forces est en faveur des Soviétiques et de leurs alliés dans pratiquement tous les compartiments des troupes terrestres.

TABLEAU I.1. — L'ÉQUILIBRE CONVENTIONNEL DES FORCES
EN EUROPE EN 1986 ^a

Type d'arme	OTAN (y compris États-Unis)	URSS et pacte de Varsovie ^a	Rapport Est/Ouest
Chars de combat	20 314	46 610	2,29
Artillerie	8 974	24 035	2,68
Mortiers (+ de 120mm)	2 149	6 072	2,83
Canons antichars	280	1 550	5,54
Missiles antichars	1 811	3 525	1,95
Canons antiaériens	3 379	3 525	1,04
Missiles antiaériens	786	5 365	6,83
Hélicoptères de combat	714	2 085	2,92

a. Ces chiffres correspondent aux parts des parcs de chaque bloc consacrées au théâtre européen.

Sources : IISS, *Military Balance* 1986-1987, p. 226.

On obtient des chiffres du même ordre pour l'aviation, où les soviétiques et leurs alliés ont un avantage de 1,63 contre 1 pour l'ensemble des avions opérant depuis des bases terrestres. En revanche, dans le matériel naval, la tendance est inversée : l'OTAN dispose d'une large supériorité pour les porte-avions (4,33), les destroyers (2,17), les frégates (3,52) ; et les hélicoptères anti-sous-marins déployés à l'Ouest sont presque cinq fois plus nombreux que ceux de l'Est ¹.

Une lecture naïve de ces chiffres confirmerait donc les deux clichés répandus dans les médias en Europe occidentale et aux États-Unis : l'adversaire potentiel dispose d'une supériorité numérique écrasante quant aux forces conventionnelles, que seul le facteur maritime pourrait équilibrer. Bref, c'est l'ours russe contre la baleine américaine ; avec, pour couronner le tout, l'évidence qu'il faudra user des armes nucléaires.

Pourtant cette comptabilité ne nous donne qu'une apparence et, qui plus est, une apparence qui peut être fort éloignée de la réalité. Le principal défaut d'un tel exercice est d'évacuer les aspects qualitatifs. De plus, la construction des catégories n'est jamais évidente. C'est le lieu de nombre de manipulations. Autant de problèmes qui doivent nous faire douter de la validité des comparaisons numériques comme méthode d'appréhension (et de compréhension) du rapport des forces.

Les pièges des chiffres

Le premier point est celui de la qualité. On ne manque pas, en effet, d'exemples historiques où des troupes peu nombreuses, mais supérieurement équipées, vainquirent des adversaires innombrables. Essayer de passer d'une analyse quantitative à une approche qualitative oblige donc à distinguer la qualité des matériels, mais aussi celle des hommes.

Prenons le cas des chars. Depuis une quinzaine d'années, il y a eu des progrès considérables dans le domaine de la précision du tir et dans celui du blindage. L'introduction des lasers pour mesurer la distance permet désormais d'utiliser à plein les capacités de l'armement. Si l'on mesure la précision en pourcentage des chances de toucher l'adversaire au premier coup, un char américain M 48 était crédité de 34 % à 1000 mètres et 4 % à 2000 mètres en utilisant la lunette de visée. Avec le télémètre, on montait à 70 % à 1000 mètres et 14 % à 2000 mètres. Avec un laser, on obtient 86 % à 1000 mètres et 34 % à 2000 mètres². Par ailleurs, l'adoption de nouveaux alliages, l'utilisation des céramiques, l'emploi de couches multiples ont permis d'améliorer considérablement la protection des blindés modernes.

Or, sur les 53000 engins dont l'Union soviétique est créditée, près de 20000 sont des T 54/55, dont la production remonte à 1949, et 13700 sont des T 62, qui datent technologiquement du début des années soixante. Une bonne partie de la masse de chars accumulée par l'Union soviétique — en fait, près de deux sur trois — est aujourd'hui obsolète. Certes, les armées de l'OTAN comptent elles aussi des quantités non négligeables de matériels anciens. La proportion est cependant moindre. Surtout, pour des matériels appartenant à des générations équivalentes, comme le T 62 et le M 60 a1 américain, les Soviétiques sont en position d'infériorité technologique.

Dans l'équation qui conduit à l'équilibre ou au déséquilibre des forces, intervient donc nécessairement le paramètre de la qualité. Est-il suffisant pour compenser le nombre? Cela dépend, bien entendu, des situations; mais il est clair en tout cas qu'il disparaît dans l'approche comptable.

Ce paramètre ne se réduit d'ailleurs pas au simple écart technologique. Il peut influencer directement l'équilibre quantitatif réel quand on l'approche par la mesure de la fiabilité.

De ce point de vue, les matériels soviétiques sont souvent déficients. Ainsi un T 62 connaît une panne majeure tous les 200 kilomètres, contre 320 kilomètres pour un M 60 a1³. La fragi-

lité du moteur du T 62, dont la durée de vie n'excède pas une centaine d'heures, ou de sa transmission, contribue à donner à ces blindés une disponibilité inférieure à celle des engins occidentaux. Or, dans le combat réel, cette notion de disponibilité est essentielle. Elle signifie que, par exemple, deux unités de 100 chars se présenteront au combat l'une avec 90 engins, l'autre avec 70, ou moins : la quantité sur le terrain n'est plus la quantité sur le papier. Le problème est le même pour les avions et les hélicoptères. Qualité et disponibilité sont les deux points aveugles de la logique comptable.

Le problème est le même à propos des hommes. Dans les armées de conscription, certaines unités sont entièrement composées d'engagés et d'autres d'un mélange à parts variables d'appelés et d'engagés. Ce n'est pas le cas pour les armées de métier, comme en Grande-Bretagne ou aux États-Unis. Les combats qui ont eu lieu dans les îles Malouines ont démontré l'écart existant entre les appelés argentins et les professionnels britanniques.

En ce qui concerne l'URSS, on estime qu'il y a 2,6 millions de conscrits sur un peu plus de 5 millions de militaires. La proportion est naturellement plus forte dans l'armée de terre qui en compte 1,4 million sur environ 2 millions de soldats. Si certaines unités (les parachutistes, les troupes spéciales) sont composées principalement de militaires de carrière, il n'en va pas de même pour le reste. La comparaison devrait tenir compte de cette situation.

De plus, on a l'habitude de classer les troupes soviétiques en trois catégories :

catégorie 1 : unités complètes sous les vingt-quatre heures ;

catégorie 2 : unités disposant en temps normal de 50 % à 75 % de leurs moyens et requérant trente jours pour être en ordre de combat ;

catégorie 3 : unités ne disposant que de 20 % des effectifs réglementaires et qui prendraient de huit à neuf semaines pour se préparer.

Si l'on se fie à l'IISS, les Soviétiques devraient mobiliser 2 millions de conscrits supplémentaires pour mettre les unités des catégories 2 et 3 en ordre de combat⁴. Au début des années quatre-vingt, on estimait que 22 divisions blindées appartenaient à la catégorie 1 sur un total de 50, et 32 divisions d'infanterie motorisée sur 117.

On retrouve, bien sûr, des situations semblables dans les armées occidentales. Cependant, il faudrait en bonne logique tirer deux conséquences de cette situation. D'une part, les forces devraient être comparées en fonction des catégories auxquelles elles se rattachent, et non pas en bloc. D'autre part, le potentiel total de l'armée soviétique ne pourrait être utilisé qu'après une période de mobilisation de trente à soixante jours.

LA QUALITÉ ET LA QUANTITÉ : LEURS EFFETS

Imaginons deux adversaires ; le premier, appelons-le A, sait que ses forces ne sont que la moitié de celles du second, B. Pour compenser son infériorité, il recherche une supériorité qualitative. La probabilité de faire mouche, pour les chars de A, est de 50 % ; celle des engins de B, de 25 %. Le rapport qualitatif est donc de 2 contre 1, cette fois en faveur de A.

Pourtant, dans ces conditions, en cas de bataille rangée, c'est quand même B qui gagnera. En effet, imaginons que 24 blindés de A se trouvent face à face avec 48 de B. A la première salve, 12 engins de B sont détruits, mais aussi 12 de A (soit $24 \times 0,5 = 48 \times 0,25$). Désormais, le rapport des forces est de 12 contre 36. A la salve suivante, A détruit 6 chars de B, et B, 9 de A. Le rapport est alors de 3 contre 30. A la troisième salve, A a cessé d'exister.

Pour pouvoir équilibrer son infériorité numérique, A aurait dû avoir un avantage qualitatif de 4 contre 1. Si la probabilité d'atteinte de ses engins avait été de 100 %, alors, à la première salve, il aurait détruit 24 chars de B, en n'en perdant que 12, et le rapport aurait été 12 contre 24, soit le même qu'au départ. Ainsi, la supériorité qualitative doit être proportionnelle au carré de l'écart quantitatif. Cela s'appelle la *Loi de Lanchester* (en anglais, *Lanchester Square Law*).

Elle donne lieu à la formule suivante : soit E l'efficacité, obtenue par le nombre N d'armes de qualité K, alors :

$$E = N^2 K$$

Cette loi n'est valable, cependant, qu'en cas de bataille rangée. Elle suppose, de plus, qu'aucun adversaire ne fasse une percée technologique rendant inopérantes les armes de l'autre.

Sources : F. LANCHESTER, *Aircraft in Warfare : The Dawn of the Fourth Arm*, Constable, Londres, 1916. — M. SAATY, *Mathematical Methods of O.R.*, Mc Graw Hill, New York 1959. — R.E. SIMPKIN, *Brassey's Tank Warfare : An Analysis of Soviet and Nato Tank Philosophy*, Brasseys Publishers, Londres, 1979.

Par le biais du problème des catégories des unités, nous venons en fait d'aborder la deuxième série des pièges des chiffres : ceux qui résident dans le mode de construction des comptabilités.

Premier piège : comment intégrer les forces paramilitaires ? Faut-il, pour l'URSS, inclure la totalité des troupes dépendant du KGB ? A-t-on le droit d'exclure, pour la France, la gendarmerie et, pour les États-Unis, la Garde nationale et les garde-côtes ? Pour donner la mesure du problème, il faut signaler que le corps des garde-côtes américain dispose de 12 navires comparables aux escorteurs océaniques et capables d'embarquer un hélicoptère lourd anti-sous-marins (la classe *Hamilton*), et 13 navires modernes assimilables à des escorteurs côtiers, mais aussi capables d'accueillir un hélicoptère. On peut rapprocher ces 25 navires des 45 escorteurs modernes (classe *O.H. Perry*) construits pour la marine américaine depuis 1975⁵.

Le second piège réside dans la classification des unités. Les navires soviétiques du type *Kiev* sont considérés comme des porte-avions. En principe, il ne devrait pas être difficile de définir ce qu'est un porte-avions. Jusqu'à il y a une quinzaine d'années, effectivement, il n'y avait aucun problème. Il s'agissait d'un bateau quasi plat, à l'exception d'une excroissance décalée sur la droite et appelée flot, dotée de catapultes pour lancer les avions, et de brins d'arrêt permettant de les freiner en cent ou cent cinquante mètres. La télévision a suffisamment montré le *Clemenceau* et le *Foch* pour que le lecteur puisse voir ce dont il s'agit.

Mais, depuis 1970 environ, deux pays, l'Union soviétique et la Grande-Bretagne, ont maîtrisé la technologie des avions à décollage et atterrissage verticaux ou courts (les ADAV/C). Le *Kiev*, mis en service en 1975, a été conçu pour embarquer de tels avions. Aussi n'est-il équipé ni de catapultes ni de brins d'arrêt. En conséquence de quoi, à part ces avions très particuliers que sont les ADAV/C, il ne peut emporter que des hélicoptères.

L'absence des systèmes caractéristiques des porte-avions traditionnels va introduire des limites importantes à la portée de la comparaison. Tout d'abord, cela réduit à un seul type d'avion la flottille embarquée du *Kiev*. Alors qu'un porte-avions américain embarquera des intercepteurs spécialisés (les F 14-Tomcat), des avions d'attaque (les F A 18, les A 6 ou les A 7 Corsair II), des avions de guerre électronique, de surveillance radar et de lutte anti-sous-marine, le navire soviétique doit se contenter d'un avion d'attaque aux capacités limitées, le Yak 36 (code OTAN : *Forger*), et d'un hélicoptère anti-sous-marins. Pour le reste, le *Kiev* se repose sur des missiles. Quelle que soit l'efficacité de ces derniers, ils seront toujours moins flexibles que des avions.

La seconde limite tient au fait que le *Kiev* ne pourra jamais embarquer *que* des ADAV/C. Or, de tels avions sont complexes, coûteux et sacrifient une grande part de leur volume interne — qui pourrait être utilisé pour contenir du carburant, des armes ou des systèmes électroniques — à l'emport des réacteurs nécessaires au décollage vertical. En revanche, un porte-avions traditionnel peut recevoir plus facilement des appareils appartenant à des générations technologiques différentes. Le plus bel exemple est celui de la carrière des navires de la classe *Midway*, qui sont restés près de quarante ans en service dans la marine américaine. En 1945, leur flottille se composait de *Hellcat*, *Helldiver* et autres *Avenger*, tous avions à hélice, d'un poids de 3 à 7 tonnes. Pendant la guerre de Corée, ils reçurent des *Panther* à réaction, et des AD 1 d'attaque. La guerre du Vietnam les vit équipés de *Phantom* pesant près de 25 tonnes⁶.

Pour revenir au piège évoqué de la logique comptable, faut-il donc classer le *Kiev* comme porte-avions ou comme porte-hélicoptères? Selon que l'on adopte l'une ou l'autre de ces attitudes, on pourra dire que les Soviétiques, depuis 1975, rattrapent les États-Unis ou bien, au contraire, qu'ils sont toujours absents de la catégorie des navires de combat les plus significatifs.

Toujours dans le domaine naval, la logique de construction des classifications peut réserver d'autres surprises. Ainsi, en 1975, les 9 navires de la classe *Leahy*, les 9 de la classe *Belknap*, et 6 navires à propulsion nucléaire, considérés jusque-là dans la marine américaine comme des destroyers, furent reclassés croiseurs. Soit un gain comptable de 24 unités grâce à un simple trait de plume! Il est vrai qu'il devenait passablement ridicule de prétendre que le *Leahy* de 7 600 tonnes en charge n'était qu'un petit destroyer face au croiseur soviétique *Grozny*, atteignant péniblement les 5 600 tonnes.

Outre sa difficulté à intégrer les aspects qualitatifs, la logique comptable mélange donc souvent les torchons et les serviettes, quand elle ne prend pas des vessies pour des lanternes.

Pourquoi le recours à la comptabilité?

Si l'approche comptable est à ce point discutable, on peut se demander pourquoi elle jouit d'un tel succès.

Il est certain qu'elle a pour elle le bénéfice de la simplicité. C'est un argument non négligeable, en particulier dans les négociations sur la limitation des armements. Si l'objet de la discussion est non un hypothétique désarmement, mais plus raisonnablement le gel d'un

rapport des forces que l'on considère comme plus ou moins équilibré, l'optique comptable a des attraits évidents.

Lors des accords SALT I et II, les deux parties en présence ont pu se mettre d'accord sur un plafond exprimé en nombre de vecteurs (missiles et bombardiers). Les Américains acceptèrent un nombre de vecteurs plus faible que celui des Soviétiques, comptant sur le nombre de charges nucléaires par vecteur pour retrouver l'équilibre. Néanmoins, les débats engendrés aux États-Unis par SALT II montrent bien que la simplicité de l'approche comptable n'est que relative. Si W. Schilling⁷ et D. Holloway⁸ considèrent que l'accord garantit une parité réelle, d'autres auteurs comme W.T. Lee et R.F. Staar⁹ sont enclins à penser que, derrière les chiffres, les Soviétiques ont été en mesure d'avancer vers une supériorité décisive dans le domaine stratégique. L'analyse qualitative finit toujours par se réintroduire dans le cadre quantitatif, qu'elle contribue à subvertir.

Cela n'est en rien propre aux relations soviéto-américaines. Entre 1918 et 1939, il y eut plusieurs traités de limitation des armements dans le domaine naval. Ces documents (les traités de Washington et de Londres) fonctionnaient sur la base d'une définition qualitative des navires et l'une limitation quantitative, en nombre ou en tonnage. La majorité des signataires chercha à récupérer un avantage qualitatif quand les contraintes comptables se firent trop sévères. Ainsi le Japon sous-estima systématiquement la taille de ses croiseurs. Le plafond avait été fixé à 10 000 tonnes. Les 4 navires de la classe *Takao* jaugeaient, en fait, 13 400 tonnes, et les 4 *Mogami*, déclarés pour 8 500 tonnes, montaient à plus de 13 000 tonnes. Ce ne fut pas la seule astuce. Ayant épuisé le crédit en tonnage pour les porte-avions qui lui avait été accordé par le traité de Washington, le Japon construisit deux navires, officiellement considérés comme des ravitailleurs d'hydravions, mais qui d'emblée avaient été conçus pour être transformés en porte-avions. Il en fut de même pour trois ravitailleurs de sous-marins¹⁰.

Il ne faudrait pas croire d'ailleurs que le gouvernement de Tokyo ait été le seul à donner (ou vouloir donner) quelques coups de canif dans le contrat. L'Amirauté américaine étudia très sérieusement un navire hybride entre le croiseur et le porte-avions. Classé dans la première catégorie, il aurait pu être construit sans limitation de nombre¹¹. Enfin, l'Allemagne et l'Italie jonglèrent allègrement avec les tonnages réels et déclarés.

La seconde cause de la popularité de l'approche comptable est peut-être, simplement, qu'elle permet toutes les manipulations. Cela va

paraître cynique, mais cet aspect du problème ne peut être ignoré. S'il est tenu pour acquis que les Soviétiques désinforment, ce serait faire preuve d'une rare naïveté que de croire qu'ils sont les seuls à jouer ce jeu. Quand, en plein débat sur l'avenir des porte-avions, aux États-Unis, les navires de la classe *Kiev* glissent de la classification « porte-aéronefs » à « porte-avions », est-ce un hasard ?

Le débat sur les armes nucléaires à portée intermédiaire va nous fournir un exemple de ce jeu, et des deux côtés. En novembre 1981, les États-Unis soutenaient que les Soviétiques avaient un avantage de six contre un :

TABLEAU I. 2. — LES ARMES NUCLÉAIRES
A PORTÉE INTERMÉDIAIRE EN 1980
(Vision américaine)

	ÉTATS-UNIS	UNION SOVIÉTIQUE
IRBM ^a	0	250 SS 20 + 350 SS 4/5 + 100 SS 12/22
SLBM ^a	0	30 SN 5
Bombardiers	164 F 111 + 63 FB 111 + 265 F 4 + 68 A6/7	45 Backfire 350 Blinder et Badger 2 700 SU 17, SU 24 MIG 27
<i>Total</i>	<i>560</i>	<i>3 825</i>

a. Pour la signification des acronymes, se reporter au glossaire à la fin de l'ouvrage.

Source : cf. tableau I.3.

Les Américains incluent dans l'arsenal adverse des missiles, les SS 12/22, qui pour les Soviétiques étaient la contrepartie des missiles américains dits tactiques, comme le *Lance*, le *Pershing I* ou le *Honest-John*. De même, on considérait aux États-Unis que la quasi-totalité des avions de bombardement et d'appui étaient disponibles pour des attaques nucléaires. Pour les Soviétiques, évidemment, la situation était différente, avec un léger avantage à l'OTAN (cf tableau I.3).

TABLEAU I.3. — LES ARMES NUCLÉAIRES
A PORTÉE INTERMÉDIAIRE EN 1980
(Vision soviétique)

	ÉTATS-UNIS ET OTAN	UNION SOVIÉTIQUE
IRBM	18 (en France)	243 SS 20 253 SS 4/5
SLBM	80 (en France) 65 (en Grande-Bretagne)	18 SS N 5
Bombardiers	65 FB 111 172 F 111 246 F4 240 A6/7 46 Mirage IV A (France) 55 Vulcan (Grande-Bretagne)	461 { Blackfire Blinder Badger
Total	986	975

Source : Jane M.O. SHARP, « Four Approaches to an INF Agreement », in *Arms Control Today*, mars 1982, p. 2.

On peut discuter l'inclusion de la force stratégique française dans le total OTAN. En revanche, compter un nombre plus important d'avions d'attaque embarqués (les A6 et A7) est cohérent. Ces appareils pourraient rapidement être déployés sur le théâtre des opérations européen. On peut même se demander pourquoi une partie des F 104 G n'est pas ajoutée, puisqu'il est de notoriété publique qu'ils sont en mesure d'emporter des armes nucléaires. Le point important, cependant, est que les Soviétiques excluent la totalité de leurs avions d'attaque, ce qui est pour le moins aussi discutable que leur inclusion en bloc dans les calculs américains.

Bref, le total de l'OTAN est fort probablement supérieur à 560, et celui de l'URSS certainement inférieur à 3825. Mais, à la limite, là n'est pas l'important. Ce qui compte, c'est justement que la comptabilité n'est qu'un instrument, suffisamment souple pour qu'elle puisse prouver, avec un peu d'astuce, le noir, le blanc et le noir et blanc. Voilà pourquoi toute tentative d'évaluer le rapport des forces par les nombres est, *a priori*, suspecte. Faut-il pour autant oublier complètement les chiffres ? Sans doute non : ce serait jeter le bébé avec l'eau du bain. Mais il faut à l'évidence chercher des approches différentes, qui nous donneront une vision plus précise de la situation réelle.

II. Au-delà des chiffres

Dans *La Richesse des nations*, Adam Smith, à partir de l'exemple des armes à feu, conclut sur la force militaire que confère désormais la puissance économique. Alors qu'autrefois les peuples riches et civilisés étaient souvent les victimes des peuples pauvres et barbares, désormais ce sont ces derniers qui auront le plus de mal à se défendre contre les premiers.

La Première Guerre mondiale a mis en évidence le rôle décisif de l'économie, mais aussi des capacités d'une société à mobiliser l'ensemble de ses forces vers un but unique. Cette leçon fut répétée de 1939 à 1945. Celui qui fut considéré comme l'un des plus brillants chefs militaires de l'Allemagne hitlérienne, Rommel, en était convaincu. Pour lui, la bataille était entre les mains de ceux qui géraient les flux de matériel. L'Allemagne était « condamnée à une défaite inévitable en n'importe quel lieu accessible à la flotte de transport anglo-américaine ¹² ».

L'importance de la technologie a aussi été mise en lumière dans cette guerre. Outre l'arme nucléaire, elle vit l'entrée sur la scène militaire des missiles guidés et de l'électronique.

Le rapport des forces dépend ainsi d'une notion assez large, qu'il nous faudra préciser, et que l'on peut appeler le « potentiel de guerre » d'un État.

Il est encore d'autres facteurs qualitatifs qui vont peser dans la balance. Quelle est la maîtrise, par chaque belligérant, de « l'art de la guerre » ? Quels sont les impacts des contraintes géographiques ? Enfin, dans quel réseau d'alliances un pays peut-il trouver des moyens supplémentaires pour arriver à ses fins ? Autant d'aspects du rapport des forces que nous ne pouvons quantifier, mais dont l'importance peut se révéler décisive.

L'évaluation du rapport des forces est donc un exercice difficile, mettant en jeu des éléments complexes ; il n'est pas — et ne peut être — une science exacte.

Le potentiel de guerre et sa signification

Cette notion, malgré le livre remarquable de K. Knorr, écrit il y a plus de trente ans ¹³, n'a pas reçu dans les pays dits de l'Ouest la même attention qu'elle a soulevé en Union soviétique.

Le discours soviétique raffole des lois. Elles permettent aux dirigeants d'espérer que, en dépit des difficultés et des vicissitudes du quotidien, l'avenir (à défaut de Dieu) est de leur côté. La science militaire se préoccupe donc de la détermination des lois de la guerre. Elles sont au nombre de cinq, dont quatre font mention d'une corrélation des forces. L'issue d'un conflit va donc dépendre de la corrélation :

- de la puissance économique,
- du potentiel scientifique,
- des forces et possibilités morales et politiques,
- des forces militaires ¹⁴.

Trois de ces corrélations recoupent à peu de chose près l'idée du potentiel de guerre. Significativement, les forces militaires ne viennent qu'ensuite.

Mais cette notion a-t-elle encore un sens à l'époque du fait nucléaire ? Dès 1954, un auteur comme T.K. Finletter pouvait prétendre qu'en réalité ce potentiel se résumait aux seules forces stratégiques ¹⁵. Trois éléments militaient en faveur de cette vision :

- en cas de conflit mettant en cause deux puissances atomiques, la destruction serait quasi totale et immédiate ;
- la dissuasion naissant de cette perspective apocalyptique confine les affrontements à la périphérie des empires, dans ce que l'on appelle les *zones grises* ;
- enfin, une guerre prolongée sans utilisation d'armes nucléaires est improbable ¹⁶.

Séduisant, en apparence, ce raisonnement possède cependant de nombreuses failles. En admettant tout d'abord ses hypothèses, le maintien d'une force stratégique nucléaire crédible implique, de toute manière, une mobilisation des ressources économiques et technologiques. Elle nécessite la volonté politique d'allouer à la défense une fraction non négligeable du revenu national. La capacité d'un pays à se doter d'une telle force, à la moderniser régulièrement, repose bien sur quelque chose qui est fort proche de la notion de potentiel de guerre.

De plus, les bases sur lesquelles s'appuie Finletter sont discutables. Le premier pays qui usera des armes atomiques dans un conflit l'opposant à un adversaire aux capacités équivalentes encourt le risque de représailles terribles. La décision de l'emploi en premier est donc des plus délicates. En revanche, la riposte, après la destruction des villes par l'ennemi, apparaît comme un geste relativement naturel et, pour cette raison, exerce un fort pouvoir de dissuasion. Aussi doit-on penser qu'une stratégie jouant son va-tout sur les armes atomiques n'est que faiblement crédible, si l'on se condamne à devoir

employer en premier ces armes. La dissuasion n'a donc de sens que si une résistance significative est possible dans le domaine conventionnel. Un conflit éclatant en Europe ne serait donc pas nécessairement immédiatement nucléaire. Dans la mesure où les intérêts vitaux d'une puissance nucléaire ne seraient pas directement menacés, il pourrait durer suffisamment longtemps, et avec un rythme de destruction du matériel tel que le rôle du potentiel de guerre reprendrait tout son sens.

On a d'ailleurs assisté ces dernières années à un réveil de l'intérêt porté à cette notion aux États-Unis. Fred Charles Ikle, ancien directeur de l'Agence pour le désarmement et le contrôle des armements (ACDA), nommé au début des années quatre-vingt sous-secrétaire à la Défense, est intervenu fréquemment sur cette question. Il a souligné qu'en l'absence d'un potentiel économique suffisant, le gouvernement de Washington devrait, en cas de guerre, prendre la décision d'utiliser les armes nucléaires trop rapidement¹⁷. Ce même auteur a, par la suite, développé toute l'importance que pourrait avoir la mobilisation industrielle pour son pays¹⁸.

Quant aux conflits éclatant dans les *zones grises*, ils peuvent durer suffisamment de temps pour exiger des ressources considérables. La guerre de Corée a conduit les États-Unis à mettre sur pied le programme de mobilisation industrielle le plus important depuis 1941. Le même jour où le président Truman déclarait l'existence d'une situation d'urgence, le 16 décembre 1950, il créait l'Office de mobilisation pour la défense (ODM). Son directeur était, de droit, membre du Cabinet et du Conseil national de sécurité¹⁹. De même, la capacité de l'URSS à remplacer ou renouveler les arsenaux de ses alliés, en particulier au Moyen-Orient, implique des capacités industrielles considérables.

La notion de potentiel de guerre reste donc, et restera pour de nombreuses années, un élément essentiel de l'évaluation du rapport des forces.

Il nous faut maintenant distinguer les moyens disponibles en temps normal de la puissance théorique. Plus l'écart entre ces deux niveaux sera grand, et plus le problème de la mobilisation du potentiel sera important. Ce point introduit une différence significative entre l'agresseur et le défenseur : si ce dernier ne dispose que de moyens disponibles limités, il doit gagner du temps ; faute de quoi il risque d'être vaincu par un adversaire théoriquement plus faible, mais disposant immédiatement de moyens plus importants. On peut en déduire qu'un pays qui, en temps de paix, mobiliserait en perma-

nence une fraction importante de son potentiel, se mettrait dans une position favorisant de sa part l'attaque. Il disposerait d'un avantage non négligeable face à un adversaire qui n'aurait mobilisé qu'une faible partie de son potentiel. Mais cet avantage ne pourrait être que provisoire ; une fois les hostilités déclenchées, les deux pays chercheraient à mobiliser la totalité de leur potentiel. C'est pourquoi l'intérêt de l'attaquant est de profiter au maximum du délai de mobilisation de son adversaire. L'attaquant est donc condamné à lutter contre le temps, chaque jour, chaque mois perdu renforçant le défenseur.

Cet écart suscite trois questions.

- D'abord, quelle est la fraction du potentiel mobilisée en permanence ? On peut l'envisager par le biais des dépenses, et donc du coût. *Coût direct* d'abord, soit les sommes nécessaires pour acquérir et entretenir les matériels, pour assurer la solde des militaires, pour les infrastructures et les travaux de recherche. Or, c'est bien connu, les matériels modernes coûtent cher. En 1981, un véhicule blindé à roues du type ERC 90-Sagaie, identique à ceux qui sont utilisés au Tchad, était estimé à trois millions de francs. Un AMX 10 RC, nettement plus puissant, valait le double, et un char AMX 30 sans doute près de dix millions²⁰. Aux États-Unis, un char M1-Abrams devait coûter en 1982 deux millions de dollars, contre 1,2 pour un M60. Le véhicule blindé de l'infanterie M2 se situait lui aussi à 1,2 million, contre seulement 160 000 dollars pour le M113 qu'il remplace²¹. Pour éviter que l'appareil de défense ne soit réduit à une taille dérisoire et pour le moderniser régulièrement, le total de ces dépenses représentera l'allocation d'une fraction du PNB allant de 1 % (cas du Japon) à environ 4 % (moyenne de l'Europe occidentale).

Mais à ce coût direct s'ajoute ce que les économistes appellent un *coût d'opportunité*. On entend par là ce qu'aurait pu rapporter les sommes utilisées pour la défense si elles avaient été employées ailleurs. Le coût total est donc en fait bien plus considérable que ce que l'on peut estimer au premier abord. De ce point de vue, un pays peut adopter deux attitudes radicalement différentes. Il peut réduire la fraction mobilisée de la puissance potentielle au seuil minimal en deçà duquel une nouvelle réduction lui ôterait toute crédibilité : c'est, à peu de chose près, l'attitude du Japon et de la Chine aujourd'hui, et de l'URSS des années vingt. Les raisons d'un tel comportement diffèrent, à l'évidence : la politique de défense japonaise s'est reposée, depuis 1945, sur les États-Unis, alors que la Chine d'aujourd'hui et l'Union soviétique de 1925 cherchaient à obtenir la croissance économique la plus forte possible.

L'autre attitude consiste à porter la fraction mobilisée au point le plus haut qu'il est possible d'atteindre sans désarticuler la crois-

sance économique : telle est la situation soviétique depuis le milieu des années trente et jusqu'à aujourd'hui. Les pays de l'OTAN oscillent entre ces deux attitudes. Les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Grèce se rapprochant de la seconde, avec une part du PNB consacrée à la défense respectivement de 6,4 %, 5,5 % et 7,2 %. À l'inverse, le Canada (2,1 %), le Danemark (2,3 %) et l'Espagne (2,8 %) tendent vers la première²². L'Union soviétique, pour sa part, se situerait, selon les estimations, entre 10 % et 15 %.

• La seconde question qui survient alors concerne la répartition de la fraction mobilisée. Quelles seront, par exemple, les parts respectives des forces conventionnelles et nucléaires ? Que ces dernières ne représentent qu'entre le quart et le tiers des dépenses soviétiques n'est pas neutre, bien entendu²³. Et au sein des premières, quelle sera la fraction allouée aux diverses armes (l'aviation, la marine, l'armée de terre) ? Ces deux répartitions nous donnent de précieuses indications sur les intentions du pouvoir politique. Un pays se préparant à une agression peut raisonner sur un scénario précis. Il cherchera à optimiser son appareil militaire en fonction de cette hypothèse. Au contraire, un pays qui ne nourrit aucune visée de ce genre doit envisager une multiplicité de situations. Il tendra à se doter d'un appareil équilibré, lui permettant de faire face aux diverses éventualités. Cela signifie qu'à égalité de dépenses, le pays agresseur jouira pendant la phase initiale des hostilités d'un avantage évident sur le défenseur. L'attaquant a, en effet, un appareil militaire adapté, ce qui n'est pas encore le cas de son adversaire. Celui-ci doit attendre les effets de la mobilisation de son potentiel de guerre total.

La balance des dépenses militaires

Compte tenu de l'absence de crédibilité des statistiques soviétiques sur le sujet, plusieurs méthodes d'estimation ont été mises au point. On peut chercher à reconstituer les dépenses réelles à partir de la comptabilité nationale de l'Union soviétique^a. Les agences américaines comme la CIA ou la DIA, ainsi que le ministère de la Défense en Grande-Bretagne, procèdent en recalculant les prix (en roubles et en dollars) des divers matériels et des autres sources de dépense^b. Quoique les méthodologies soient souvent différentes, et donnent lieu à des écarts importants, il semble que le rythme de croissance du budget militaire se soit ralenti ces dernières années^c.

DÉPENSES MILITAIRES EN MILLIARDS DE DOLLARS EN 1984

PACTE DE VARSOVIE		ALLIANCE ATLANTIQUE*	
URSS	295 (253 ^d)	États-Unis	237
Bulgarie	1,5 ^e	Belgique	2,4
Tchécoslovaquie	5 ^e	Grande-Bretagne	23,3
RDA	7,7 ^e	Canada	7,2
Hongrie	2,1	Danemark	1,3
Pologne	5,9	France	20,2
Roumanie	1,3	RFA	20,1
		Grèce	2,4
		Italie	9,3
		Luxembourg	0,04
		Hollande	4
		Norvège	1,7
		Portugal	0,6
		Espagne	4,5
		Turquie	2,2
Total Europe de l'Est :		Total sans États-Unis :	99,24
Avec URSS	318,5 (276,5)	Avec États-Unis	336,24
Contribution de l'URSS au total pacte de Varsovie : 92,6 % (91,5 %)			
Contribution des États-Unis au total Alliance : 70,5 %			
Rapport Alliance/pacte de Varsovie : 1,05 / 1 (1,22/1)			

a. G. DUCHÈNE : « Place de l'effort de défense dans les comptes nationaux de l'URSS », in M. LAVIGNE et W. ANDREEF (eds.), *La réalité socialiste*, Economica, Paris, 1985, p. 83-110. — J. SAPIR : « A nouveau sur les dépenses militaires soviétiques », in *Paix et Conflits*, n° 7, 1984.

b. CIA, *Press Release : Soviet Defense Spending*, 22 février 1985, Ministry of Defense (GB), *Statement of Defense Estimates 1986*, Londres HMSO, 1986. — Department of Defense : *F.Y 1984 DOD Program for Research, Development and Acquisition*, US-GPO, Washington DC, 1983. — Voir aussi R.E. FOELBER, *Estimates of Soviet Defence Expenditures : Methodological Issues and Policy Implications*, C R S, Washington DC, 1985. — A.S. BECKER : *Sitting on Bayonets : The Soviet Defense Burden and the Slowdown of Soviet Defense Spending*, Rand Corp. P-6908, Santa Monica (Ca.), septembre 1983.

c. R. KAUFMAN, « Causes of the Slowdown in the Soviet Defence », in *Soviet Economy*, vol. I, n° 1, 1986, et A.S. BECKER, *op. cit.*

d. Estimation du Joint Chiefs of Staff, in *Military Posture for F Y 1986*, US-GPO, Washington DC, 1985. En utilisant la fourchette des taux de croissance de 3 à 5 %, on obtiendrait de 246 à 260 milliards, à partir du chiffre donné par la CIA pour 1981. D'où le chiffre alternatif de 253 milliards qui correspond à la moyenne.

e. IISS, *Military Balance, 1986-1987*, p. 212.

Nous arrivons alors à la troisième question : combien de temps faudra-t-il pour effectuer cette mobilisation ? L'expérience de la guerre de Corée montre qu'aux États-Unis il faudrait environ trois années pleines²⁴. Ici encore, le pays qui a déjà partiellement mobilisé son potentiel, ou celui qui possède les moyens de mobiliser l'ensemble le plus rapidement possible, bénéficie d'un avantage non négligeable. Un État peut en effet être mis en difficulté par un autre pays plus faible que lui si ce dernier a choisi de mobiliser dès le temps de paix une bonne part de ses capacités, et s'il a optimisé ses forces en perspective de l'attaque.

Pour en revenir à notre question initiale, il est clair que le rapport des forces entre l'Est et l'Ouest ne dépendra pas seulement des potentiels de guerre respectifs. Leur capacité d'utilisation peut, à court terme, être déterminante.

Le fait que l'Union soviétique ait mobilisé une part plus importante de ses capacités que les pays occidentaux, et qu'elle ait développé un appareil conventionnel numériquement imposant ne prouve pas qu'elle nourrisse nécessairement des visées agressives. Mais l'attaque, quelle qu'en soit la justification, apparaît alors comme le choix cohérent, en cas de crise grave, pour les Soviétiques. Elle leur permettrait de tirer le meilleur profit de leur niveau de préparation.

La mesure du potentiel de guerre

Cette notion inclut divers aspects. On pourrait la résumer en disant que c'est l'ensemble des forces matérielles et morales d'un pays, ainsi que des moyens requis pour mobiliser ces forces.

- Il y a, bien entendu, un *aspect économique*, qui détermine directement la capacité de production d'armements (pendant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont produit environ 132 000 véhicules blindés, dont 88 000 chars ; l'Union soviétique a atteint un chiffre similaire de juin 1941 à fin 1945, et l'Allemagne, de septembre 1939 à mai 1945, seulement 23 500 chars et 17 500 autres véhicules blindés²⁵). Mais la comparaison des économies n'est pas une chose facile, car les comptabilités nationales à l'Est et à l'Ouest n'utilisent pas les mêmes concepts. La non-convertibilité du rouble et les fluctuations erratiques du dollar n'arrangent rien. Nous sommes dans un domaine où la marge d'erreur peut être considérable. Une estimation américaine de 1979 donnait les chiffres suivants, qu'il convient donc de prendre comme de simples indications et avec toutes les réserves d'usage.